Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
https://pace.coe.int

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 16403
07 mai 2026

Promouvoir le concept de sécurité globale dans les États membres du Conseil de l'Europe

Proposition de résolution
déposée par Mme Anna-Kristiina MIKKONEN et d'autres membres de l'Assemblée

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

La Commission spéciale de l'Assemblée parlementaire sur le Nouveau Pacte Démocratique soutient actuellement des initiatives visant à renforcer et à développer la démocratie, à un moment où nos sociétés démocratiques sont confrontées à de nombreux nouveaux défis et menaces. Ces menaces érodent la confiance dans les institutions démocratiques et mettent en péril le respect des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit, fondements de sociétés pacifiques et prospères.

Les menaces à la sécurité de la société peuvent apparaître indépendamment, simultanément ou successivement, ou encore être coordonnées, comme les menaces hybrides. Lorsque la société dans son ensemble est menacée, tous ses composantes doivent contribuer à sa défense. C'est le fondement du concept de sécurité globale. Son objectif est de renforcer la résilience de la société par une coopération stratégique, c'est-à-dire que les fonctions vitales de la société, telles que le fonctionnement des institutions et des infrastructures démocratiques, sont assurées par une collaboration entre les autorités, les entreprises, les organisations et les citoyens en toutes circonstances et à tous les niveaux de la société.

L'Assemblée devrait examiner comment l'introduction du concept de sécurité globale pourrait contribuer à renforcer nos sociétés et nos démocraties et à préparer les États membres à toute forme de perturbation, qu'elle soit d'origine interne ou externe. L'Assemblée devrait également analyser comment le concept de sécurité globale pourrait améliorer les droits humains, protéger l'État de droit et renforcer la démocratie. Il faudrait fournir aux États membres du Conseil de l'Europe des idées et des suggestions concrètes sur la manière de développer ce concept en vue de renforcer la résilience. Les stratégies de sécurité pour la société pourraient constituer un outil pertinent pour appuyer et développer les modèles existants de préparation, de prospective et d'évaluation des risques.

Signé (voir au verso)

Signé[1]*:*

MIKKONEN Anna-Kristiina, Finlande, SOC
AITTAKUMPU Pekka, Finlande, CEPA
AMLOH Sofia, Suède, SOC
BEGIC Denis, Suède, SOC
BODNAR Adam, Pologne, PPE/DC
CRUCHTEN Yves, Luxembourg, SOC
FAXE Sascha, Danemark, SOC
GÖKÇEN Gökçe, Türkiye, SOC
HAATAINEN Tuula, Finlande, SOC
HONKONEN Petri, Finlande, ADLE
JONSSON Mattias, Suède, SOC
KOSTADINOVSKA-STOJCHEVSKA Bisera, Macédoine du Nord, SOC
KUMPULA-NATRI Miapetra, Finlande, SOC
MOLINA Fabian, Suisse, SOC
NIEMINEN Mira, Finlande, CEPA
NOWICKA Wanda, Pologne, SOC
PAPANDREOU George, Grèce, SOC
POLAT Filiz, Allemagne, SOC
RAČAN Ivan, Croatie, SOC
REIJONEN Minna, Finlande, CEPA

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CEPA: Conservateurs européens, Patriotes et Affiliés
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts